

Faut-il poursuivre la recherche sur les gaz de schiste ?

Christian Bataille, député PS, et Michèle Rivasi, eurodéputée Europe Écologie-Les Verts, s'opposent sur les « hydrocarbures non conventionnels ».

En décidant, le 31 janvier, de lancer une étude de faisabilité sur l'extraction du gaz de schiste, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) a lancé un beau pavé dans la mare. On croyait, en effet, le dossier des gaz de schiste enterré à la fois depuis l'interdiction de la technique de la fracturation hydraulique, en 2011, et aussi depuis la proclamation d'un moratoire par François Hollande lors de la première conférence environnementale en septembre 2012. Mais la pression des industriels pour cette énergie fossile, présentée comme un nouvel eldorado, est forte. Christian Bataille, député PS du Nord et rapporteur de l'Opecst, est favorable à cette nouvelle recherche, alors que Michèle Rivasi, députée européenne d'Europe Écologie-Les Verts, s'y oppose.

oui

Comme dans tous les domaines touchant à l'énergie et même à l'industrie en général, la recherche est une caractéristique constante de notre civilisation humaniste. Elle doit être continue et permet dans bien des domaines, touchant à l'industrie, à la santé, à l'aéronautique..., des progrès imprévus.

Sur les gaz, improprement désignés « gaz de schiste », et que nous nommerons dans notre futur rapport parlementaire des « hydrocarbures non conventionnels », des recherches dans différents domaines alternatifs à la fracturation hydraulique se sont développées, aux États-Unis notamment. La fracturation hydraulique, elle-même, a fait l'objet de grands progrès bien plus respectueux de l'environnement qu'il y a quelques années.

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) a désigné deux rapporteurs : moi-même, député PS, et Jean-Claude Lenoir, sénateur UMP. Notre mission principale sera d'inventorier les techniques alternatives à la fracturation hydraulique. Cette demande résulte de l'interdiction qui avait été votée par l'Assemblée nationale

en juin 2011 à la demande du groupe UMP, majoritaire alors. Cette décision a été prise sans une réflexion approfondie, et le président de la République, François Hollande, a récemment laissé la porte ouverte par une déclaration qui encourage les recherches sur les techniques nouvelles.

Dans un premier temps, nous partirons d'auditions, d'une appréciation exacte de la ressource française, en gaz, en huile et en méthane, des techniques nouvelles en cours d'utilisation. Nous espérons présenter un rapport d'étape vers le mois d'avril, qui sera en même temps notre contribution au débat sur la transition énergétique. Ensuite, nous visiterons des sites internationaux, aux États-Unis, au Canada, en Pologne, peut-être ailleurs, en vue du rapport définitif vers octobre. C'est aux États-Unis qu'il y a les exploitations les plus intéressantes – en Pennsylvanie, au Texas et au Dakota – et dont les caractéristiques géologiques sont réputées ressembler à certaines géologies de notre Hexagone.

Il est clair que l'exploitation éventuelle des hydrocarbures non conventionnels doit faire l'objet d'un maximum de précautions environnementales.

CHRISTIAN BATAILLE

» Député (PS) du Nord, il est l'un des membres les plus assidus de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst). Réputé plutôt favorable au nucléaire et aux OGM, il sera, avec Jean-Claude Lenoir (sénateur UMP), rapporteur de la mission de l'Opecst sur les gaz de schiste.



IBO/SIPA

À DÉCOUVRIR SUR TABLETTE 

La bande-annonce de Promised Land Dans ce film de Gus Van Sant, qui devrait sortir en France le 17 avril, Matt Damon joue le rôle d'un prospecteur de gaz de schiste en Pennsylvanie. Confronté aux réticences des habitants, il va, petit à petit, changer d'avis.

MICHÈLE RIVASI

» Députée européenne Europe Écologie-Les Verts depuis 2009, elle est la fondatrice de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad). Elle a été députée de la Drôme (1997-2002) apparentée PS, puis directrice de Greenpeace.



POCHARD PASCAL/SIPA

Le problème n'est pas seulement la technologie privilégiée mais surtout la fuite en avant vers de nouvelles ressources fossiles : nous avons assez émis de gaz à effet de serre depuis le début de la première révolution industrielle ! Leur accumulation dans l'atmosphère a des conséquences déjà éprouvées : une aggravation de la fréquence et de l'intensité des perturbations climatiques. C'est non seulement notre agriculture et donc notre souveraineté alimentaire qui sont menacées par de telles logiques, mais aussi l'espoir d'un développement durable global. C'est pourquoi nous devons trouver un nouveau modèle de développement énergétique. Pour les écologistes, cela ne pourra que passer par une meilleure maîtrise de la demande en énergie afin de cesser le gaspillage qui endette notre pays.

La société n'a pas compris l'ampleur des crises économique, sociale, sanitaire et environnementale qui nous guettent. L'écologie doit encore avancer pour démontrer que les points de vue économique et environnemental sont conciliables. Dans le cas des gaz de schiste, notre opposition est fondamentalement environnementale mais aussi économique. À quoi bon créer de la richesse si c'est pour réinvestir cet argent dans la lutte contre la détérioration de nos biens communs ? À terme, le coût des conséquences négatives de l'exploitation des gaz de schiste surpassera le bénéfice d'une exploitation temporaire et non viable. Alors pourquoi ne pas investir dans de vraies énergies d'avenir, inépuisables et propres ?

Tout au long de son histoire, le sous-sol français a été exploité en or, en charbon, en gaz, en pétrole, en phosphate, en sel. Si le sous-sol national était de nouveau exploité, il faudrait faire mieux que dans le passé. Un tel effort industriel ne serait compréhensible qu'avec des ressources significatives. Il est vrai que des experts américains promettent à l'Europe des recherches fructueuses, notamment pour la Pologne et la France. Trois types d'hydrocarbures non conventionnels sont espérés dans le sous-sol français : le gaz de roche ou « shale gas » dans le sud-est du pays, les huiles de schiste de type pétrolier dans le Bassin parisien et enfin le grisou ou gaz de houille en Lorraine et dans le Nord-Pas-de-Calais.

Il est erroné d'opposer les conditions économiques et les conditions environnementales. Sans précaution, l'exploitation effrénée des ressources, partout sur cette planète, conduit le monde vers un avenir très compromis. Mais la décision de ne rien faire et de tout interdire conduirait l'Europe et notre pays au déclin et à la dépendance : en 2011, la facture énergétique de la France a battu un record en atteignant 61,4 milliards d'euros, ce qui représente 88 % de son déficit commercial. Non seulement cela coûte cher, mais nous y perdons notre indépendance et notre liberté.

Exploiter les hydrocarbures non conventionnels ne doit pas augmenter notre bilan carbone. Il conviendra d'éviter de remplacer les centrales nucléaires par des centrales au gaz. Il s'agit avant tout pour notre économie nationale de substituer du gaz français aux gaz d'importation norvégien, hollandais ou russe.

non

Comme les gaz de schiste ne sont en aucun cas extractibles d'une manière simple et propre, on aura forcément recours à des technologies aussi récentes que complexes, et donc non fiables. L'expérience outre-Atlantique confirme d'ailleurs les craintes des écologistes : la qualité de vie tout comme la santé des riverains des gisements y est ruinée par le trafic incessant des camions et l'exposition à la volatilité des produits chimiques toxiques utilisés. Dans tous les cas, l'exploitation aura une forte empreinte au sol et un impact sur nos modes de vie car nous ne disposons pas des mêmes grands espaces que les États-Unis. Nous devons donc nous attendre à la destruction d'un patrimoine que non seulement les écologistes, mais aussi les Français attachés à leur terroir souhaitent défendre contre l'addiction aux énergies fossiles.

La mission confiée à l'Opecst est hypocrite et fait douter les écologistes de la sincérité des socialistes dans ce dossier. Dans un souci de respect de l'accord entre le PS et EE-LV, après avoir abrogé l'ensemble des permis, François Hollande n'aurait jamais dû rouvrir le dossier. Mais la pression des industriels est forte, et le productivisme effréné des socialistes les pousse à chercher des solutions énergétiques pourtant indésirables. Cette mission vise à étudier comment la recherche peut contribuer à une extraction propre des gaz de schiste; mais pourquoi la recherche doit-elle continuer à se concentrer sur les énergies du passé ? Il faut être clair : les écologistes ne sont pas opposés à la recherche, mais ils souhaitent donner la priorité aux recherches qui favoriseront la transition énergétique.

C'est, en effet, une évidence que nous devons construire une économie décarbonée, d'autant plus que nous devons faire face à la raréfaction et donc à l'explosion du prix des ressources fossiles. Dans cette logique de renchérissement inéluctable, la fiscalité écologique doit permettre de réguler l'augmentation constante des prix afin d'éviter un choc énergétique comme ce fut le cas dans les années 1970, et qui a d'ailleurs amené à imposer aux Français l'impasse nucléaire. En donnant un signal-prix fort aux consommateurs et industriels, on permettra de garantir une logique fiable aux investissements d'avenir que sont la rénovation des logements et les énergies renouvelables, mais aussi l'investissement dans l'efficacité énergétique. Les politiques tarifaires des énergies renouvelables, incohérentes et instables jusque-là, ont sapé toute mobilisation profitable des PME dans ce domaine. Rêvons aussi un peu : la sortie d'une logique marchande et consumériste de l'énergie est possible en donnant aux citoyens la capacité de produire l'énergie qu'ils consommeront. ♡